www.pcof.net

Mali
Solidarité avec le peuple malien
Forces françaises hors du Mali

Le 18 août, un coup d'Etat a été organisé par de hauts gradés de l'armée malienne, renversant le président en place, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et arrêtant plusieurs ministres. Le lendemain, IBK annonçait sa démission. Les militaires putschistes, auto désignés comité national pour le salut du peuple (CNSP) ont annoncé qu'ils voulaient rendre le pouvoir aux civils, en organisant des élections et qu'ils respectaient tous les accords internationaux qui lient le Mali. Ils ont appelé la population au calme, en insistant sur le respect de l'ordre.

La démission d'IBK a été saluée par une partie importante de la population malienne : depuis les dernières élections législatives d'avril dernier, les manifestations se sont multipliées pour exiger le départ d'IBK, qui a fait tirer début juillet sur les manifestants.

Depuis des années, la contestation populaire n'a cessé de grandir : les populations des campagnes et des villes n'en peuvent plus de la misère qui s'étend, du chaos qui touche tout ce vaste pays, de la multiplication des attaques et des tueries des groupes djihadistes, des exactions des forces armées maliennes, de l'ingérence des forces armées étrangères, notamment les forces françaises de Barkhane, élargi à la participation de forces d'Etats européens, dans le cadre de Tabuka. Le slogan « armée française hors du Mali » a pris de l'ampleur ces derniers mois, ce qui avait provoqué la colère de Macron, qui a sommé les dirigeants africains du G5 Sahel, de réaffirmer leur allégeance politico militaire à l'impérialisme français, dans la « lutte contre le terrorisme ».

Au mali, des partis, des associations, des personnalités, ont mis en place une coalition – le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques – avec comme revendication centrale, la démission d'IBK. En la provoquant, les militaires putschistes ont pris les devants pour éviter que ce soient les masses populaires qui chassent IBK.

Ils sont en position de force vis-à-vis de la coalition, composée de forces très diverses dont certaines sont visiblement prêtes à négocier. Mais dans et hors de cette coalition, nombreux sont ceux qui se méfient légitimement des militaires putschistes et doutent de leur volonté de « donner le pouvoir au peuple ». Les gages qu'ils ont donnés de « respecter les engagements internationaux » sont avant tout militaires (la poursuite de Barkhane…) mais ils signifient aussi le respect des « accords » économiques de dépendance vis-à-vis des puissances impérialistes, notamment l'impérialisme français.

Au Mali, ce n'est pas le premier putsch militaire qui chasse une clique ; celui de 2012 n'a en fin de compte rien changé à la situation des masses populaires. Si la chute d'IBK est un échec pour la politique de l'impérialisme français qui l'a soutenu, elle ne signifie pas la fin de l'ingérence, de la domination néocoloniale de l'impérialisme français.

Nous sommes solidaires du peuple malien et luttons pour mettre fin à cette domination et apportons notre soutien aux forces qui se battent pour l'indépendance véritable et le progrès social.

Paris, 20 août 2020

Parti Communiste des Ouvriers de France